



## Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Nombre de membres en exercice : 92

Hors commission

### Présents :

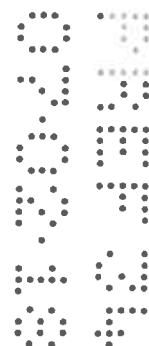
Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application des articles L. 2121-20 et L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.



## Schéma d'amélioration de l'accessibilité des services au public sur le département de l'Hérault - Convention de mise en œuvre - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Dans son article 98 (applicable au 1er Janvier 2016), la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), promulguée le 7 août 2015 prévoit la mise en place de SDAASAP : « Sur le territoire de chaque département, l'Etat et le Département élaborent conjointement un Schéma Départemental D'amélioration de l'Accessibilité des Services au Public (SDAASAP), en associant les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre. [...] Ce schéma définit, pour une durée de six ans, un programme d'actions destiné à renforcer l'offre de services dans les zones présentant un déficit d'accessibilité des services. [...] Il dresse une liste des services au public existant sur le territoire départemental à la date de son élaboration ou de sa révision, leur localisation et leurs modalités d'accès. »

Bien que ce document concerne essentiellement les structures intercommunales rurales, il a aussi vocation à s'appliquer sur tout ou partie du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole touché par une carence d'accès à des services essentiels pour le bien-être et le développement des populations notamment l'accès aux soins dans certains quartiers prioritaires de la ville, ou la connexion au haut débit dans plusieurs communes éloignées du centre urbain dense.

Montpellier Méditerranée Métropole participera aussi à sa réalisation dans le cadre des coopérations qu'elle développe avec les EPCI partenaires ou voisins.

Le Schéma Départemental D'amélioration de l'Accessibilité des Services au Public de l'Hérault fixé par arrêté préfectoral du 27 Octobre 2017 établit, sur la base d'un diagnostic issu d'une concertation élargie, un plan d'actions pour les 6 prochaines années autour de 9 axes prioritaires de travail :

- Organiser les capacités de prise en charge médicale sur l'ensemble du territoire héraultais ;
- Coordonner un réseau d'accueil social partenarial et de proximité ;
- Optimiser et diversifier l'offre de mobilité notamment hors des itinéraires de flux ;
- Améliorer la couverture et développer les usages des réseaux internet et mobile ;
- Maintenir et dynamiser l'offre de services de proximité des petits pôles ruraux ;
- Adapter et diversifier l'offre d'accueil et d'accompagnement afin de répondre aux besoins de tous les publics ;
- Conforter une offre d'accueil et d'activité enfance-jeunesse attractive et accessible à tous ;
- Maintenir un maillage accessible et des conditions de scolarisation adaptées ;
- Améliorer la visibilité et l'accessibilité de l'offre d'accompagnement vers l'emploi

Un projet de convention a été établi pour formaliser les engagements de l'Etat, du Département, des Epci à fiscalité propre et des personnes morales en charge des principaux services à la population, pour la mise en œuvre de ces orientations. Elle définit à ce titre les modalités et les instances de suivi, la mise en place d'un observatoire permettant d'évaluer et de mesurer l'avancée des actions, de rendre compte des progrès et des obstacles, de communiquer sur ce dossier.

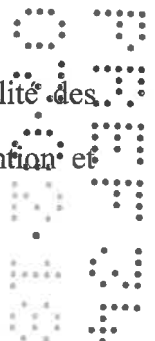
Au titre de l'année 2018 cinq actions ont été priorisées et feront l'objet de groupes de travail dédiés :

- Organiser l'offre de consultation de santé sur l'ensemble du territoire
- Constituer un réseau des maisons de services aux publics
- Organiser une offre de mobilité complémentaire en dehors des itinéraires de flux
- Accompagner la mise en place du Très Haut Débit sur l'ensemble du Territoire Départemental
- Veiller au maintien des commerces de proximité

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de mise en œuvre du schéma d'amélioration de l'accessibilité des services au public du département de l'Hérault ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention et l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **06 FEV. 2018**

Pour extrait conforme,  
**Monsieur le Président**

**Philippe SAUREL**



Publiée le : **15 FEV. 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

